



LA LETTRE DU DEPUTE

OCTOBRE 2011

Editorial de Jean Gaubert

Succès des primaires : maintenant le plus dur est devant nous !

Nous sommes bien en train de rentrer dans la dynamique de 2012 et ce mois d'octobre en est la preuve! Tout d'abord, l'épisode des primaires a pris fin : la gauche a choisi son candidat pour affronter M. Sarkozy à l'élection présidentielle ! C'est François Hollande qui a remporté le second tour de cette consultation avec 56,6 % des voix. C'est donc maintenant sur lui que les regards se tournent, mais c'est surtout lui qui porte désormais l'espoir de la gauche, pour l'élection présidentielle qui aura lieu dans à peine 6 mois.

Aussi, je tiens à féliciter François Hollande et son équipe de campagne, tout comme les différents candidats qui ont participé au succès de ces primaires, et notamment Martine Aubry, notre première secrétaire. Je souhaite également remercier une nouvelle fois les militants, les élus et les volontaires qui ont fait vivre cette innovation démocratique. Enfin, je me réjouis de notre capacité à nous rassembler, dès les résultats prononcés.

Avant que nous nous lancions véritablement dans la campagne il me paraît nécessaire de rappeler que cette période est historique : historique en raison du taux de participation aux primaires, véritable succès démocratique. En effet, si le choix des finalistes pour le second tour, mais également celui du vainqueur correspond globalement aux pronostics des divers sondages, le fait que cette élection "expérimentale" ait mobilisé 2,5 millions d'électeurs au premier tour, puis près de 3 millions pour le second tour, reste la grande surprise de cette consultation citoyenne.

L'ampleur de la participation dépasse de loin nos espérances. Au delà de la légitimité qu'elle donne au candidat de la gauche, il s'agit d'un vrai souffle d'espoir à l'approche de l'étape décisive qui nous attend.

Cette période est historique, ensuite, car après le passage du Sénat à gauche, la victoire de François Hollande à "l'élection reine", suivie d'une victoire aux législatives permettrait à la gauche d'avoir les moyens de mettre en œuvre notre projet de société.

Face à la crise que nous traversons, face à l'incapacité pour les dirigeants d'une Europe majoritairement dirigée par une droite libérale d'y apporter une réponse, il devient indispensable d'imposer une nouvelle dynamique. De changer de cap.

Ce ne sera pas simple. Cette crise sociale, financière, économique, que nous traversons nous impose à tous d'être réalistes. Toutefois, les socialistes, accompagnés des autres partis de gauche seront alors en mesure de mobiliser toutes les énergies pour redresser la France. De mobiliser les énergies des forces progressistes en Europe afin de redonner son sens à la construction européenne qui fait aujourd'hui les frais de plusieurs années de libéralisme.

Alors, au moment où nous tournons la page de ces premières primaires citoyennes, nous devons nous rappeler que le plus dur est devant nous ! Nous avons, certes, passé avec succès cette étape décisive, il s'agit maintenant, derrière François, de continuer à nous mobiliser pour la victoire le 6 mai 2012...

Jean Gaubert.

LES MOMENTS FORTS

- Projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs :

L'Assemblée Nationale a adopté le 11 octobre dernier ce texte, dont l'examen avait été entamé avant la pause estivale.

Lors de l'explication de vote, Jean Gaubert a rappelé pourquoi les députés du groupe socialiste, radical et citoyen s'y sont opposé : **malgré quelques avancées** dans les domaines tels que les télécommunications, l'énergie, l'immobilier, la santé, le commerce électronique, ou la distribution alimentaire, **ce texte manque de cohérence et comporte d'importantes lacunes**. En tête desquelles, le **refus d'instaurer l'action de groupe** dans le droit français. La nouvelle configuration du Sénat permettra peut être de faire bouger les lignes sur ce point...

- Proposition de loi UMP visant à instaurer un service citoyen pour les mineurs délinquants

Alors que le gouvernement a échoué à enrayer la délinquance des mineurs, la majorité a soumis au Parlement un énième texte d'affichage avec cette proposition de Loi de M. Ciotti. **Nouvelle mesure cosmétique censée régler le problème de la délinquance des jeunes**, ce texte prévoit d'ouvrir l'accès des EPIDE (établissements d'insertion et de probation de la défense) aux mineurs délinquants de plus de 16 ans. **Cette mesure ne concernera que 200 mineurs délinquants**. Une goutte d'eau, alors que le nombre de violences commises par des mineurs a augmenté de 57 % depuis 2002. Nous nous sommes opposés à ce texte, qui n'apporte pas de réponse de fond au problème de la délinquance des mineurs.

- Propositions de loi du Groupe Socialiste (cf. infra).

L'actualité législative de Jean GAUBERT :

Député membre du Groupe Socialiste
Vice Président de la Commission des affaires économiques



Projet de loi de finances pour 2012 : un nouveau plan de rigueur d'au moins 11 milliards d'euros

Le projet de loi finances (PLF) pour 2012 est le dernier budget du quinquennat de M. Sarkozy. **Il en est la conclusion autant que l'emblème.** Après avoir allégé les impôts des plus riches de dizaines de milliards d'euros et creusé d'autant le déficit budgétaire, le gouvernement propose un plan de rigueur de plus de 11 milliards d'euros, chiffre qui commence à être revu à la hausse (de 6 ou 7 milliards supplémentaires), la croissance prévue à 1,75% ayant été récemment révisée et ne devant pas dépasser 1%.

Il frappe avant tout la consommation des ménages par l'instauration ou l'augmentation de taxes. Contrairement à ce que prétend le gouvernement, l'austérité ne touche pas en premier lieu les ménages aisés, mais au contraire les classes populaires ou moyennes. Les députés SRC combattront cette logique toute la semaine.

Ce projet de loi confirme la dégradation de la situation économique et sociale de notre pays : les cadeaux fiscaux ne sont pas remis en cause, les niches fiscales les plus importantes ne sont pas supprimées, les revenus du capital demeurent toujours moins taxés que ceux du travail. « Le Président du pouvoir d'achat » n'est plus qu'une expression oubliée, jamais réalisé. Encore plus grave : ce PLF entraîne une rigueur très importante sur des politiques publiques essentielles. La mesure absurde et idéologique de non remplacement d'un fonctionnaire sur deux est ainsi maintenue.

Journée d'initiative parlementaire du 6 octobre 2011 : les propositions de loi du Groupe.

• Proposition de loi visant à interdire l'exploration et l'exploitation des gaz de schiste.

Le texte de la majorité adopté en juillet dernier, qui interdit simplement la fracturation hydraulique, n'a pas été voté par les parlementaires de gauche et écologistes. C'est pourquoi le groupe socialiste a défendu un texte clair, **qui vise à interdire l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures non conventionnels, à abroger les permis exclusifs de recherche de mines d'hydrocarbures non conventionnels et à assurer plus de transparence dans le code minier.**

• Proposition de loi pour une urbanité réussie, de jour comme de nuit.

L'espace public constitue le premier visage des villes. Cet espace est de plus en plus sollicité, notamment pour des terrasses et des étalages qui participent à la qualité de la vie urbaine. **Nos municipalités ont compétence pour encadrer les autorisations d'occupation de l'espace public,** cependant la législation en vigueur ne permet pas aux collectivités de faire respecter les règles qu'elles édictent : les sanctions prévues pour l'occupation non autorisée de l'espace public n'étant aucunement dissuasives. Ce texte prévoit **de leur donner les moyens de maintenir l'équilibre nécessaire entre circulation et occupation du domaine public, espace de liberté et aménagement, animation et tranquillité.**

• Proposition de loi visant à lutter contre l'obésité dans les territoires d'Outre Mer.

Peu de Français le savent : certains produits de consommation courante (yaourts, sodas...) vendus Outre-mer **ont une concentration en sucre supérieure à celle des mêmes produits de même marque vendus en France métropolitaine.** Alors qu'aucune justification objective n'est donnée par les industriels et que l'obésité est en forte augmentation dans les régions d'Outre-mer, les socialistes ont défendu une proposition de loi pour interdire ce genre de pratiques.

• Proposition de loi visant à instaurer une épreuve de formation aux premiers secours pour les candidats au diplôme national du brevet des collèges.

Ce texte prévoit d'intégrer cette épreuve à l'examen du diplôme national du brevet des collèges, **afin de faire de la formation aux gestes de premiers secours une priorité.** En effet, la formation « prévention et secours civiques de niveau 1 » (PSCI) a vocation de faire de celui qui la suit le premier maillon de la chaîne de secours qui permettrait de sauver des milliers de vie chaque année. Pour offrir une dimension citoyenne supplémentaire à cette formation, nous proposons qu'elle **soit assurée par des jeunes ayant choisi de s'engager dans une mission au service de la collectivité dans le cadre du service civique.**

⇒ **Tous ces textes ont été rejetés par la majorité.**

Concernant la proposition de loi visant à lutter contre l'obésité dans les territoires d'Outre Mer, ce rejet est d'autant plus révoltant que ce texte avait été adopté lors de son examen en commission, l'UMP a finalement écouté les lobbies habituels alors que les autres groupes politiques, dont le Nouveau Centre, l'ont soutenu.

Pour plus d'informations, je vous invite à consulter régulièrement le site de l'Assemblée Nationale ainsi que mon BLOG :
www.jeanguaubert.typepad.com